



PREFECTURE DES HAUTES-PYRENEES

N° 2009296-03

DIRECTION DES POLITIQUES DE L'ETAT

Bureau de l'Environnement
et du Tourisme

**INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Mise en demeure à l'encontre
de la S.A.S. MITJAVILA TPTS**

Commune de PIERREFITTE-NESTALAS

**LA PREFETE DES HAUTES-PYRENEES,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le Code de l'Environnement, son Livre V, titre 1^{er} et notamment son article L. 514-1 qui dispose que :

« I. Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, et lorsqu'un inspecteur des installations classées ou un expert désigné par le ministre chargé des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé..... » ;»

VU l'article R 512-33 du code de l'environnement qui dispose que :

*«Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
.....»;*

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux ateliers de traitement de surfaces ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 mai 2004 autorisant la société MITJAVILA TPTS à exploiter sur le territoire de la commune de PIERREFITTE-NESTALAS, Zone Industrielle Prats, une installation de production de pièces métalliques ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 7 août 2009 constatant le non respect des dispositions de l'arrêté préfectoral du 25 mai 2004 susvisé ;

CONSIDERANT que la société MITJAVILA TPTS qui exploite sur le territoire de la commune de PIERREFITTE-NESTALAS, Zone Industrielle Prats, une installation de production de pièces métalliques ne respecte pas les prescriptions visées ci-dessous en référence à l'annexe à l'arrêté préfectoral du 25 mai 2004 :

- Prescription 2.4.2.4 (consommations spécifiques d'eau de rinçage),
- Prescription 2.4.2.7.2 alinéa 4 (identification des canalisations),

- Prescription 2.4.2.6.4 alinéa 6 (mise en conformité des cuvettes de rétention de l'atelier de traitement de surfaces),
- Prescription 2.4.4.6.2 (production de la procédure de prélèvement des effluents dans le cadre de l'auto-surveillance),
- Prescription 3.1 (réalisation des contrôles des installations de combustion du four de décapage des métaux),
- Prescription 10.7 (mise en place d'une détection gaz au sein du local de décapage des métaux par pyrolyse),

et de l'article 21 (consommations spécifiques d'eau de rinçage) de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux ateliers de traitement de surfaces ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas informé le préfet des modifications apportées à ses installations dans le cadre de l'article R 512-33 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT les dispositions de l'article R 514-1 du code de l'environnement visé ci-dessus ;

CONSIDERANT le courrier de la SAS MITJAVILA du 28 septembre 2009 détaillant un plan d'actions et un calendrier de réalisation pour répondre aux constatations effectuées par l'inspection des installations classées lors de la visite de l'usine TPTS à Pierrefitte-Nestalas le 29 juillet dernier ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Hautes-Pyrénées ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er}

La S.A.S. MITJAVILA TPTS est mise en demeure **sous un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté**, pour l'établissement exploité sur le territoire de la commune de PIERREFITTE-NESTALAS, Zone Industrielle Prats, de respecter les dispositions des prescriptions visées ci-dessous en référence à l'annexe à l'arrêté préfectoral du 25 mai 2004 :

- Prescription 2.4.2.4 (consommations spécifiques d'eau de rinçage),
- Prescription 2.4.2.7.2 alinéa 4 (identification des canalisations),
- Prescription 2.4.2.6.4 alinéa 6 (mise en conformité des cuvettes de rétention de l'atelier de traitement de surfaces),
- Prescription 2.4.4.6.2 (production de la procédure de prélèvement des effluents dans le cadre de l'auto-surveillance),
- Prescription 3.1 (réalisation des contrôles des installations de combustion du four de décapage des métaux),
- Prescription 10.7 (mise en place d'une détection gaz au sein du local de décapage des métaux par pyrolyse),

de l'article 21 (consommations spécifiques d'eau de rinçage) de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux ateliers de traitement de surfaces et de l'article R 512-33 du code de l'environnement.

ARTICLE 2

Si, à l'expiration du délai fixé à l'article 1er, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il sera fait application des suites administratives prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement - consignation de sommes, travaux d'office, suspension de l'activité - indépendamment des poursuites pénales.

ARTICLE 3

Une copie du présent arrêté sera affichée à la mairie de PIERREFITTE-NESTALAS, pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par le maire concerné.

ARTICLE 4

La présente décision peut être contestée devant le Tribunal Administratif de PAU. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour auquel la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 5

- le Secrétaire Général de la Préfecture des Hautes-Pyrénées ;
- le Sous-Préfet d'ARGELES-GAZOST ;
- le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Midi-Pyrénées ;
- les Inspecteurs des Installations Classées placés sous son autorité ;
- le Maire de PIERREFITTE-NESTALAS ;

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des actes administratifs et dont copie sera adressée :

- pour notification, au :

- Directeur de la S.A.S. MITJAVILA TPTS

- pour information, aux :

- Procureur de la République près le tribunal de Grande Instance de Tarbes ;
- Trésorier Payeur Général ;
- Commandant du Groupement de Gendarmerie des Hautes-Pyrénées.

TARBES, le 23 octobre 2009

LA PREFETE,
Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Signé : Christophe MERLIN